

M. Roy (Laval): Je vous remercie beaucoup, madame le président, et je termine mes remarques en lançant encore une fois ce défi qui n'en est pas un d'une journée mais plutôt un à long terme.

On demande donc la collaboration très étroite des consommateurs, des entrepreneurs, des syndicats et de tous les pouvoirs publics dans l'application du programme anti-inflation. Il faut élaborer soigneusement les programmes et la politique si on veut combattre en même temps les deux problèmes économiques de l'heure.

Nous sommes tous conscients de l'importance du marché d'exportation qui représente plus de 25 p. 100 d'un dollar canadien et, à l'aide de ces discussions, cela permet un échange d'idées et d'opinions vers l'objectif commun qui est celui de continuer à étendre notre marché d'exportation à l'étranger.

● (2050)

[Traduction]

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Le député de Peel-Dufferin-Waterloo.

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Madam l'Orateur, je comprends votre embarras. Ma circonscription s'appelle Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo. Je comprends vos difficultés, car il m'a fallu trois ans pour pouvoir m'en souvenir moi-même.

Je serai très bref ce soir, mais je veux d'abord adresser mes félicitations au député de York-Simcoe (M. Stevens) et le remercier d'avoir présenté ce que je considère comme une motion très importante qui permet à la Chambre de discuter de la productivité du Canada et de notre problème de balance commerciale.

Ce n'est pas une question qui préoccupe grandement nos commettants ni dont nous entendions souvent parler dans les salles de réunion et les sous-sols d'église. C'est pourtant une question qui touche tous les Canadiens très directement, dans la vie de tous les jours peu importe leur âge, leur occupation. C'est une question d'importance vitale; le gouvernement commence à en reconnaître les effets considérables sur notre avenir. Pas plus tard que cet après-midi, en première page, le *Star* de Toronto publiait un article intitulé «Jamieson convoque une conférence sur le commerce», dont voici la première partie:

Le ministre du Commerce, Donald Jamieson, a convoqué une réunion à Ottawa pour le mois prochain pour discuter de la balance des paiements de plus en plus déficitaire du Canada, qu'il a décrite comme étant «l'un des problèmes les plus aigus» auxquels le pays ait à faire face.

Lors d'une interview accordée à Radio-Canada à Hong Kong en fin de semaine, M. Jamieson a affirmé que «40 ou 50 meilleurs spécialistes dans la constitution de capitaux» assisteraient à cette réunion.

Jamieson faisait ses observations au moment même où, publiquement, des financiers signalaient que la solvabilité internationale du Canada est en danger.

Cela donne une idée du problème dont le gouvernement admet l'existence, de la crise que traverse actuellement l'économie canadienne. La situation est désespérée.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, nous l'a dit cet après-midi. Il a légué au ministre actuel de l'Industrie et du Commerce, qui se trouve à l'étranger, un tas de problèmes en suspens. Ces problèmes s'aggraveront considérablement si le gouvernement persiste à les ignorer.

Bien des Canadiens savent quels problèmes engendre une mauvaise productivité. Il y a surtout trois grands problèmes. Le premier, c'est qu'un taux d'inflation élevé est souvent dû à une faible productivité intérieure. Deuxièmement, notre balance internationale des paiements est compromise par notre incapacité d'accroître notre productivité. Troisièmement, nous avons, partout, un chômage

Subsides

élevé. A l'heure actuelle, nous sommes aux prises avec ces trois problèmes et tout indique, en particulier dans le domaine du chômage, que la situation va encore empirer dans l'avenir.

Où en est-on actuellement? Voici des faits qui jaugent certains des problèmes auxquels nous faisons maintenant face. D'abord, le Canada accuse actuellement un déficit de 5 milliards de dollars au chapitre de sa balance commerciale. Dans le cas des biens manufacturés, ce déficit est deux fois plus élevé, soit 10 milliards environ, mais cette situation est compensée par le fait que le Canada expédie des quantités énormes de matières premières à l'étranger. Bien que cela réduise un peu notre déficit commercial international, il reste que nous exportons des emplois dans d'autres pays que nous pourrions assurer ici si nous transformions nous-mêmes nos matières premières au lieu de les expédier à l'étranger pour les racheter ensuite à des prix plus élevés une fois transformés.

Deuxièmement, la solvabilité du Canada est actuellement compromise. Pendant quelques années, il nous faudra absolument emprunter à l'étranger pour financer de nouvelles entreprises qui se révéleront essentielles plus tard.

Le *Toronto Star* de samedi a publié un long article qui décrivait les problèmes causés par le manque de confiance dans la solvabilité du Canada à l'heure actuelle. Le *Star* de Toronto s'est entretenu avec un banquier-économiste, Hans Mast, qui travaille à Zurich en Suisse. Il a dit ce qu'il pensait du degré de solvabilité du Canada en ces termes: «Le Canada n'est plus sur nos listes de pays recommandés pour des investissements à long terme».

Si ce problème continue à empirer, le Canada aura bientôt de grandes difficultés à attirer le capital étranger dont il a besoin pour se développer. Il est très important pour nous de pouvoir obtenir ces capitaux pour donner du travail à nos citoyens et stimuler la croissance de notre économie. C'est pourquoi nous devons avant tout conserver une très bonne réputation en matière de solvabilité.

Troisièmement, en 1975, le produit national brut par habitant du Canada a connu une croissance négative. C'est une situation très grave et c'est bien piètre par rapport à d'autres pays.

Quatrièmement, de 1968 à 1973, la productivité au Canada s'est accrue en moyenne d'un peu plus de 2 p. 100 par année.

Cinquièmement, pour 1976, la croissance réelle, selon les prévisions du ministre des Finances (M. Macdonald), doit atteindre 2 p. 100, si seulement elle les atteint.

Sixièmement, d'après les prévisions du Conseil économique du Canada, le Canada continuera de figurer parmi les pays industrialisés ayant la plus faible croissance économique au cours des prochaines années. C'est une très grave situation que l'on retrouve également aux États-Unis; ce qui signifie que les produits manufacturés nord-américains ne pourront soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et le marché intérieur s'en ressentira.

Notre septième problème à l'heure actuelle, c'est que la croissance de notre produit national brut reflète dans une bonne partie la croissance de notre population active. Il n'est pas dû à la croissance de la productivité. Dian Cohen, excellente économiste pigiste qui écrit dans le *Star* de Toronto et dans nombre d'autres journaux canadiens, a signalé dernièrement que de 1950 à 1955, 70 p. 100 de la croissance de notre produit national brut provenaient de la hausse de la productivité et que c'était la cause de la hausse de nos revenus. Soixante-dix p. 100 de la croissance